



**MINISTÈRE
DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle Ressources National
Sport Innovations

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHE N° CREPS-PDL-002-25 REALISATION D'UN DEMONSTRATEUR VIRTUEL DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS 2024

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES PARTIES	3
ARTICLE 3 – LIEU D’EXECUTION	3
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 5 – REGLEMENT DU PRIX DU MARCHÉ	3
ARTICLE 6 – AVANCES	5
ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 8 – RECLAMATIONS ET LITIGES	5

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la réalisation d'un démonstrateur virtuel des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES PARTIES

Le CREPS des Pays de la Loire est représenté par sa directrice, Madame Aude Reygade.

ARTICLE 3 – LIEU D'EXECUTION

Le démonstrateur sera livré à l'adresse suivante (support physique, fichiers, données, liens) :

POLE RESSOURCES NATIONAL SPORT INNOVATIONS
CREPS DES PAYS DE LA LOIRE
5 avenue de la Babinière
44 240 LA CHAPELLE SUR ERDRE
PRN-SI@creps-pdl.sports.gouv.fr

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est conclu en application des dispositions du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières – CCAP ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières – CCTP
- Le règlement de consultation.

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE ET DATE D'EFFET

Le marché prend effet à date de notification au titulaire, pour une durée de 9 mois non reconductible.

ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE

Les prix du présent marché sont ceux indiqués dans l'acte d'engagement signé des deux parties. Ces prix sont réputés fermes et non révisables.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DU PRIX DU MARCHE

7.1 Présentation des demandes d'acompte

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers;
- Le cas échéant, le numéro SIRET;
- Le numéro de compte bancaire ou postal;
- Le numéro du marché;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires HT et, le cas échéant, diminué des réfections;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires HT, et le cas échéant, diminué des réfections;
- Le montant TTC des prestations livrées ou exécutées;
- La date de facturation.

7.2 Périodicité des demandes d'acompte

Les prestations seront réglées sur présentation d'une facture correspondant aux prestations définies au CCTP article V calendrier de réalisation, à hauteur de 33 % à chaque étape :

- Restitution d'un prototype 1 de l'outil : 33% ;
- Restitution d'une version 1 provisoire : 33%.
- Restitution d'une version 2 consolidée : 34 %

7.3 Facturation électronique

Les factures doivent être transmises sur le site CHORUS : <https://chorus-pro.fr>.

L'envoi des factures via Chorus Pro nécessite :

- un numéro de SIRET identifiant la structure débitrice ;
- le numéro d'engagement juridique apparaissant sur le bon de commande ou la lettre d'engagement. Ce numéro doit obligatoirement être renseigné dans le champ « engagement juridique ».

L'absence ou la saisie erronée d'une de ces données peut entraîner le rejet de la facture.

Aussi en cas de doute, le référent du CREPS des Pays de la Loire pourra confirmer le numéro de SIRET de l'établissement et/ou l'engagement juridique auquel doit être imputée la facture.

7.4 Délai global de paiement

Le CREPS s'engage après vérification de celles-ci, à effectuer le règlement des factures dans les délais et les conditions prévues en matière de comptabilité publique, soit un paiement dans un délai de 30 jours maximum, à partir de la date de réception des factures.

Au-delà de ce délai, des intérêts moratoires seront dus en application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – AVANCES

Sauf refus du titulaire mentionné dans l'Acte d'Engagement (AE), une avance peut être versée, à sa demande, dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par un personnel du CREPS des Pays de la Loire au moment même de l'exécution des prestations.

ARTICLE 10 – RECLAMATIONS ET LITIGES

Les litiges soulevés à l'occasion du présent marché sont, en dernier ressort et à défaut d'accord amiable ou de conciliation, portés à l'initiative de la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Nantes.